



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

# Madagascar Résistance

Lettre numéro 37 – novembre 2010

## Se préparer à l'après crise (première partie)

Les légalistes (*voir ce que ce terme signifie pour nous dans notre Lettre n°34*) doivent se préparer à gérer l'après crise. Ils doivent s'y préparer avec d'autant plus de soin que les dégâts sociaux et économiques provoqués par le coup d'Etat sont immenses.

Il faut élaborer dès à présent une vision et une stratégie à long terme pour Madagascar, ainsi que des politiques sectorielles en cohérence avec cette stratégie. Cette vision et cette stratégie devront prendre en compte les contraintes mais aussi les opportunités offertes par le nouveau contexte international qui prévaut et par les enjeux géostratégiques en pleine mutation (*voir notre Lettre n°31*). Elles devront également prendre en considération le fonctionnement des grandes institutions internationales et leur mécanisme de domination.

Pour ce faire, il conviendrait de rassembler sans délai les compétences nationales et constituer un think tank qui serait par la suite en mesure de mettre à la disposition des responsables politiques des dossiers et des outils d'aide à la décision qui leur permettraient de gérer l'après crise sans tâtonnements et avec efficacité.

Anticiper les difficultés de gestion de l'Etat n'est pas une démarche habituelle de la plupart des politiciens, notamment à Madagascar. Trop souvent hélas, ils cherchent plutôt à se faire élire sur la base de promesses irréalistes ou démagogiques et improvisent une fois au pouvoir, devant la découverte des réalités. **Toutefois, un exemple positif montrant au contraire un grand sens des responsabilités de la part de simples citoyens et de certaines personnalités politiques existe dans le passé récent de la Grande Ile : ce fut la préparation à la gestion de l'après crise de 1991-1992. Ce précédent mérite d'être réédité.**

### RASSEMBLER LES COMPETENCES, C'EST POSSIBLE

En août 1991, l'association « Acte / Aingavelo » soutenant le changement après 16 ans de ratsirakisme et regroupant en majorité des quadras, avait réussi l'exploit de rassembler, lors de son premier colloque national à Antananarivo et après seulement quelques semaines d'existence, plus de trois cents cadres de haut niveau et de toutes disciplines, venus de toutes les régions de l'Ile. Ce rassemblement s'était fixé trois objectifs: montrer l'existence de compétences nationales, constituer un think tank pour procéder sans complaisance à un état des lieux, après une crise qui avait vu notamment la grève générale la plus longue de l'histoire du pays et enfin proposer une politique générale ainsi que des politiques sectorielles adaptées à la situation. Les membres de l'association se lancèrent corps et âmes et de manière continue dans cette tâche bénévole, alternant le travail individuel et le travail en équipe. Durant plusieurs mois, devant parfois braver les intimidations ou l'hostilité de certains de leurs chefs hiérarchiques, leur effort se poursuivit sans relâche. **Ces cadres et ces techniciens travaillèrent en l'absence de toute directive venant des politiques et dans une totale liberté.** La qualité des dossiers et des propositions qui en résultèrent fut telle que Zafy Albert, candidat à la présidence de la république et Francisque Ravony, vice premier ministre de la transition et premier ministre pressenti en cas de victoire de Zafy Albert, s'appuyèrent sur ce think tank pour se préparer au redressement du pays.

La démarche inclusive adoptée alors par « Acte / Aingavelo » mérite également d'être soulignée en ces temps où l'exclusion règne. En effet, malgré la dureté du combat politique pendant la crise, **ses membres fondateurs avaient ouvert les portes de l'association à tous ceux désirant y adhérer, sans considération de leur appartenance politique, les seuls points de convergence exigés étant l'absence de compromission dans des actes de corruption, le soutien à la démocratisation de Madagascar et le désir de servir le pays.**

« Acte / Aingavelo » dont la vocation était d'offrir aux techniciens et cadres de haut niveau malgaches un espace pérenne de rencontre et de concertation, s'était donné à cette fin une étiquette apolitique, et les membres de son bureau étaient tenus de quitter l'association dès lors qu'ils acceptaient une nomination politique. Ce que firent ceux qui accédèrent à des fonctions ministérielles en 1993 ou intégrèrent le cabinet du premier ministre Francisque Ravony, premier chef du gouvernement de la troisième république.

**Si cette règle du jeu avait continué à être respectée, l'activité de ce think tank aurait perduré, ce qui aurait évité des tâtonnements et des erreurs aux dirigeants qui se sont succédés depuis 1995.** Ce fut en effet à cette date que les démons de la politique politicienne rattrapèrent l'association dont les activités cessèrent peu à peu avec la désaffection des membres, déçus par une direction devenue par trop politique.

Malgré cet échec par rapport à sa durée, l'exemple de « Acte / Aingavelo » mériterait d'être repris aujourd'hui par les citoyens légalistes. Car tôt ou tard, cette parenthèse tragique dans l'histoire malgache que constitue l'existence de ce pouvoir illégal se fermera.

Mais pour que cela ne se reproduise plus jamais, les futurs dirigeants malgaches doivent se préparer à relever un triple défi : trouver les ressources financières pour porter un secours immédiat aux groupes les plus vulnérables dont les rangs ne cessent de grossir, réussir le redressement économique le plus rapidement possible et renforcer avec vigueur l'ancrage de la démocratie à Madagascar. Ce sont là d'immenses défis.

C'est pourquoi il serait nécessaire, dans un premier temps, de recenser d'urgence et sans exclusive les compétences nationales (et elles existent bel et bien) à l'intérieur et à l'extérieur de la Grande Ile, de les mettre en réseau et de constituer ainsi une force de proposition disponible pour les futurs dirigeants. Il est en effet essentiel, pour relever les trois défis cités ci-dessus et supprimer le risque de voir émerger d'autres aventuriers politiques, d'aider les hommes et les femmes malgaches souhaitant s'investir dans la gestion du pays et ayant le potentiel pour ce faire, à mieux s'y préparer.

Les dirigeants de l'après crise n'auront pas droit à l'erreur, car un précédent néfaste a été créé avec ce coup d'Etat. Il ne faudra donc pas laisser le champ libre aux bénis oui-oui. C'est pourquoi il est non moins essentiel pour l'atteinte de ces objectifs que ce réseau de compétences joue également le rôle de garde-fou face à des dérives éventuelles des futurs dirigeants. Ce qui implique qu'il ne soit pas inféodé aux tenants du pouvoir et qu'il soit ouvert également aux demandes d'assistance ou d'informations émanant de la société civile.

#### **COMMENT RASSEMBLER CES COMPETENCES ?**

La grande question est : qui doit concrètement prendre l'initiative de ce recensement des compétences et de cette mise en réseau. Les leaders politiques légalistes? Non, car ils seront inévitablement tentés de procéder à une sélection trop politicienne ou à une inféodation. En effet, si une telle initiative relève certes d'une démarche politique en se positionnant résolument pour la démocratie, il faudra par contre veiller constamment à l'inclusivité et au respect des sensibilités individuelles pour rendre pérenne cet espace d'échange, de concertation et de proposition au service des intérêts de Madagascar.

Cette initiative ne peut donc venir que d'une démarche citoyenne appelant à une adhésion individuelle autour d'un unique objectif : la défense des intérêts vitaux de la Grande Ile.

Cet objectif est aussi celui du groupe de réflexion à l'origine de Madagascar Résistance. (Voir notre numéro 00).

**C'est pourquoi nous invitons ceux et celles qui le partageraient à nous contacter, afin qu'ensemble nous réfléchissions aux moyens de donner corps à ce projet.**

L'un des obstacles majeurs rencontrés par « Acte / Aingavelo » en 1991 fut la difficulté de circulation des informations entre Antananarivo et les provinces, ainsi qu'avec la diaspora. L'état du réseau téléphonique de l'époque rendait en effet quasiment impossible de joindre par téléphone ou par fax un membre de l'association résidant hors de la capitale. Malgré ce handicap, un travail remarquable a été effectué en un court laps de temps.

Nous disposons aujourd'hui de l'internet.

**Alors, comme on dit à Madagascar : « Alao hery ary ! » (Rassemblons nos forces et en avant !)**

Les Inconditionnels de Madagascar,  
À l'Ile de la Réunion